VVV. - 1 - L.4878/2/V.

16 IX 1955
Coordination (1)

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 18 août 1955, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 9 octobre 1950 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires en service aux forces belges en Allemagne ou accomplissant des missions en Allemagne occidentale", a donné le 23 août 1955 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 18e Augustus 1955 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 October 1950 tot vaststelling van het vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische strijdkrachten in Duitsland in dienst zijn of opdrachten in West-Duitsland vervullen", heeft de 23e Augustus 1955 het volgend advies gegeven :

Aux termes de l'article 5, alinéa 3, de l'arrêté royal du 9 octobre 1950, le Ministre de la Défense nationale ou son délégué peut, dans des cas exceptionnels et sur avis favorable de l'inspecteur des Finances, suspendre le droit à l'indemnité de service et y substituer un régime d'indemnisation plus favorable. En n'exigeant qu'un simple avis de l'inspecteur des Finances, le projet déroge aux articles 13 et 16 de l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948 règlant les attributions du Comité du budget, modifié par l'arrêté du Régent du 20 mars 1950.

\+

\+ \+

Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1955. Cet effet rétroactif n'est admissible que dans la mesure où il n'est pas porté atteinte à des droits acquis.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet du Gouvernement des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

./.

Intitulé et préambule ...(comme au projet du Gouvernement)...

Article 1er.

Le chapitre Ier, sections 1ère et 2, ainsi que l'article 9 de la section 3 de l'arrêté royal du 9 octobre 1950, sont remplacés par les dispositions suivantes :

" CHAPITRE Ier. REGIME D'INDEMNISATION APPLICABLE AUX MILITAIRES APPOINTES EN SERVICE AUX FORCES BELGES EN ALLEMAGNE.

Section 1ère. Indemnité d'éloignement et avantages en nature.

Article 2.

§ 1er. Il est alloué aux militaires appointés ...(comme au projet du Gouvernement jusqu'à "... en raison desquels ils bénéficient d'allocations familiales").

§ 2. Les militaires appointés en service aux forces belges en Allemagne bénéficient de la gratuité du logement.

§ 3. Bénéficient de la gratuité du chauffage, de l'éclairage et de la consommation d'eau :

1° les officiers subalternes et les militaires en dessous du rang d'officier, célibataires ou mariés dont la fa-

./.

mille n'est pas installée en Allemagne;

2° les officiers généraux et supérieurs occupant un logement dans un bâtiment à usage général pour lequel il n'est pas possible de déterminer équitablement les consommations individuelles.

Le Ministre de la Défense nationale peut accorder ces avantages en tout ou en partie à d'autres officiers généraux ou supérieurs, titulaires de certaines fonctions particulières.

Les officiers généraux ou supérieurs bénéficiant en tout ou en partie des avantages prévus au présent paragraphe n'auront droit qu'à l'indemnité d'éloignement réduite, dont le taux est fixé à l'annexe du présent arrêté.

Article 3.

§ 1er. ... (comme au projet du Gouvernement)...

§ 2. ... (comme au projet du Gouvernement)...

§ 3. ... (comme au projet du Gouvernement)...

Article 4.

§ 1er. Le militaire en service ... (jusqu'à "sur production d'un mémoire justificatif", comme au projet du Gouvernement)...

Si la mission a lieu en Belgique ... (jusqu'à "résidence effective", comme au projet du Gouvernement ...

./.

Durant ces missions, l'indemnité d'éloignement cesse d'être due. Toutefois, elle est maintenue à concurrence de 60 p.c. de son montant :

- aux officiers généraux et supérieurs qui ne bénéficient d'aucun des avantages en nature prévus à l'article 2, § 3;
- aux autres militaires dont la famille est installée en Allemagne.

§ 2. Le militaire marié dont la famille bénéficie d'un logement en Allemagne, qui quitte le secteur belge pour être attaché en permanence à un organisme de liaison auprès des commandements alliés en Allemagne occidentale, a droit à l'indemnité d'éloignement à concurrence de 60 p.c. de son montant, tant que la pénurie de logement empêche sa famille de s'installer au siège de ses nouvelles fonctions.

Cette indemnité est allouée en plus de l'indemnité de service permanent prévue au chapitre III du présent arrêté.

Article 5.

§ 1er. Le militaire en service aux forces belges en Allemagne chargé d'une mission dans le secteur belge conserve l'indemnité d'éloignement.

Durant cette mission, le militaire est remboursé de ses frais de logement sur production d'un mémoire justificatif.

./.

§ 2. Dans des cas exceptionnels et sur avis ..... de l'inspecteur des Finances, le Ministre de la Défense nationale ou son délégué peut suspendre le droit à l'indemnité d'éloignement depuis et y compris le jour du départ en mission jusques et y compris le jour du retour. Durant cette mission les militaires bénéficient du régime d'indemnisation prévu au chapitre II du présent arrêté pour les missions temporaires en Allemagne occidentale.

Toutefois, l'indemnité d'éloignement est maintenue à concurrence de 60 p.c. de son montant :

- aux officiers généraux et supérieurs qui ne bénéficient d'aucun des avantages en nature prévus à l'article 2, § 3;
- aux autres militaires dont la famille est installée en Allemagne.

§ 3. Le militaire marié dont la famille est installée en Allemagne qui, par suite d'une mutation, fait du service dans une garnison autre que celle où sa famille est installée, conserve le droit à l'indemnité d'éloignement qu'il percevait avant la mutation.

De plus, il bénéficie, dans la nouvelle garnison, des avantages en nature prévus à l'article 2, § 3, tant que la pénurie de logement empêche sa famille de s'installer au siège de ses nouvelles fonctions.

Article 6.

Les militaires mariés ... (jusqu'à "du secteur belge", comme au projet du Gouvernement) ...

./.

Toutefois, les officiers généraux et supérieurs ne bénéficiant d'aucun des avantages prévus à l'article 2, § 3, célibataires ou mariés dont la famille n'est pas installée en Allemagne, bénéficient pendant ces périodes de l'indemnité d'éloignement à concurrence de 60 p.c. de son montant.

Section 2. Indemnité spéciale d'éloignement accordée à certains militaires.

Article 7.

... (comme au projet du Gouvernement) ...

Article 8.

... (comme au projet du Gouvernement) ...

Section 3. Indemnité de commandement.

Article 9.

... (comme au projet du Gouvernement, sauf qu'il y a lieu de compléter le texte par un alinéa rédigé comme suit :

"Les taux mensuels de cette indemnité sont fixés aux annexes du présent arrêté"). ".

Article 2.

Les trois premières parties du tableau annexé à l'arrêté royal du 9 octobre 1950 sont remplacées par celles qui sont reprises à l'annexe du présent arrêté.

./.

Article 3.

Le présent arrêté produit ses effets au 1er juillet 1955.

Article 4.

... (comme au projet du Gouvernement)...

Annexe.

L'intitulé de la première partie de l'annexe devrait être rédigé comme suit : "1. Indemnité journalière d'éloignement".

Les parties 2 et 3 de l'annexe devraient être interverties.

Volgens artikel 5, derde lid, van het koninklijk besluit van 9 October 1950, kan de Minister van Landsverdediging of zijn gemachtigde, in uitzonderingsgevallen en op het gunstig advies van de inspecteur van Financiën, het recht op vergoeding uit hoofde van de dienst schorsen en door een gunstiger vergoedingsstelsel vervangen. Het ontwerp dat met een gewoon advies van de inspecteur van Financiën genoegen neemt, wijkt in zover af van de artikelen 13 en 16 van het besluit van de Regent van 15 December 1948 houdende regeling der ambtsbevoegdheden van het Begrotingscomité, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 20 Maart 1950.

\+

\+ \+

Het onderhavige besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Juli 1955. Tegen deze terugwerking bestaan geen bezwaren voor zover daardoor geen afbreuk wordt gedaan aan verkregen rechten.

\+

\+ \+

Voorts stelt de Raad van State een aantal, in het ontwerp der Regering aan te brengen vormwijzigingen voor; zij zijn in de hierna volgende tekst opgenomen.

.../...

Opschrift en aanhef ... (zoals in het ontwerp der Regering) ...

Artikel 1.-

Hoofdstuk I, afdelingen 1 en 2 en artikel 9 van afdeling 3 van het koninklijk besluit van 9 October 1950, worden door de volgende bepalingen vervangen :

" HOOFDSTUK I. - VERGOEDINGSSTELSEL GELDEND VOOR DE WEDDE-TREKKENDE MILITAIREN DIE BIJ DE BELGISCHE STRIJDKRACHTEN IN DUITSLAND DIENEN.

Afdeling 1.- Verwijderingsvergoeding en voordelen in natura.

Artikel 2.-

§ 1. Aan de weddetrekkende militairen die bij de Belgische strijdkrachten in Duitsland dienen ... (voorts zoals in het ontwerp van de Regering tot "... voor wie zij kinderbijslag genieten").

§ 2. De weddetrekkende militairen die bij de Belgische strijdkrachten in Duitsland dienen, genieten vrije huisvesting.

§ 3. Vrij vuur, licht en water genieten :

1° lagere officieren en militairen beneden de rang van officier die ongehuwd zijn, of die gehuwd zijn, maar wier gezin niet in Duitsland is gevestigd;

.../...

2° opper- en hoofdofficieren die gehuisvest zijn in een gebouw voor algemeen gebruik, waarvoor het individueel verbruik onmogelijk naar billijkheid is vast te stellen.

De Minister van Landsverdediging kan dezelfde voordelen geheel of ten dele toestaan aan andere opper- of hoofdofficieren die titularis zijn van bepaalde bijzondere functies.

De opper- of hoofdofficieren die de in deze paragraaf genoemde voordelen geheel of ten dele genieten, hebben alleen recht op verminderde verwijderingsvergoeding, waarvan het bedrag in de bijlage van dit besluit is vastgesteld.

Artikel 3.-

§ 1. ... (zoals in het ontwerp der Regering) ...

§ 2. ... (zoals in het ontwerp der Regering) ...

§ 3. ... (zoals in het ontwerp der Regering) ...

Artikel 4.-

§ 1. De militair die bij de Belgische strijdkrachten in Duitsland dient ... (tot "staat van verantwoording overlegt" , zoals in het ontwerp der Regering) ...

Heeft de opdracht in België plaats ... (tot "werkelijke verblijfplaats" , zoals in het ontwerp der Regering) ...

.../...

Gedurende deze opdrachten is de verwijderingsvergoeding niet verschuldigd. Zij blijft evenwel tot 60 t.h. van haar bedrag gehandhaafd ten voordele van :

- de opper- en hoofdofficieren die geen van de in artikel 2, § 3, genoemde voordelen in natura genieten;
- de overige militairen wier gezin in Duitsland is gevestigd.

§ 2. De gehuwde militair wiens gezin in Duitsland huisvesting geniet en die uit de Belgische sector vertrekt om vast in dienst van een verbindingsorganisme bij de geallieerde commando's in West-Duitsland te treden, heeft op de verwijderingsvergoeding tot 60 t.h. van dezer bedrag recht,zolang de woningnood zijn gezin verhindert, zich ten zetel van zijn nieuwe functies te vestigen.

Deze vergoeding wordt toegekend boven de vergoeding wegens vaste dienst waarvan sprake in hoofdstuk III van dit besluit.

Artikel 5.-

§ 1. De militair die bij de Belgische strijdkrachten in Duitsland dient en met een opdracht in de Belgische sector wordt belast, behoudt de verwijderingsvergoeding.

Gedurende deze opdracht, worden de huisvestingskosten aan de militair terugbetaald tegen overlegging van een verantwoordingstaat.

.../...

§ 2. In uitzonderingsgevallen en op het ... advies van de inspecteur van Financiën, kan de Minister van Landsverdediging of zijn gemachtigde het recht op de verwijderingsvergoeding schorsen vanaf de dag van afreis, die dag inbegrepen, tot en met de dag van terugreis.

Tijdens die opdracht genieten de militairen het vergoedingsstelsel, in hoofdstuk II van dit besluit voor de tijdelijke opdrachten in West-Duitsland bepaald.

De verwijderingsvergoeding blijft evenwel tot 60 t.h. van haar bedrag gehandhaafd ten voordele van :

- de opper- en hoofdofficieren die geen van de in artikel 2, § 3, genoemde voordelen in natura genieten;

- de overige militairen wier gezin in Duitsland is gevestigd.

§ 3. De gehuwde militair wiens gezin in Duitsland is gevestigd en die ingevolge overplaatsing dienst doet in een ander garnizoen dan dat waar zijn gezin is gevestigd, behoudt het recht op de verwijderingsvergoeding welke hij vóór de overplaatsing trok.

Daarenboven geniet hij in het nieuwe garnizoen de in artikel 2, § 3, genoemde voordelen in natura, zolang de woningnood zijn gezin verhindert zich ten zetel van zijn nieuwe functies te vestigen.

Artikel 6.-

De gehuwde militairen ... (tot "Belgische sector", zoals in het ontwerp der Regering) ...

.../...

De opper- en hoofdofficieren echter die geen van de in artikel 2, § 3, genoemde voordelen genieten en die ongehuwd zijn of die gehuwd zijn maar wier gezin niet in Duitsland is gevestigd, genieten gedurende die periodes de verwijderingsvergoeding tot 60 t.h. van dezer bedrag.

Afdeling 2. - Bijzondere, aan bepaalde militairen toegekende verwijderingsvergoeding.

Artikel 7.- ... (zoals in het ontwerp der Regering) ...

Artikel 8.- ....(zoals in het ontwerp der Regering) ...

Afdeling 3. - Commandovergoeding.

Artikel 9.-

... (zoals in het ontwerp der Regering, behalve dat de tekst met een als volgt luidend lid behoort te worden aangevuld : "De maandbedragen van deze vergoeding zijn in de bijlagen van dit besluit vastgesteld") .".

Artikel 2.-

De eerste drie gedeelten van de bij het koninklijk besluit van 9 October 1950 gevoegde tabel worden vervangen door die welke in bijlage van het tegenwoordige besluit zijn opgenomen.

Artikel 3.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Juli 1955.

Artikel 4.- ... (zoals in het ontwerp der Regering) ...

BIJLAGE.

Het opschrift van het eerste gedeelte der bijlage moet worden gelezen : " 1. Dagelijkse verwijderingsvergoeding".

Het tweede en het derde gedeelte moeten van plaats verwisselen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président, président,
de Heren : eerste-voorzitter, voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
K. MEES, raadsheren van State,

J. COOLEN, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. MEES.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. MEES.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J. COOLEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.